

***Politique, sciences et autorité :
la création de la London School
of Economics (1895) et
l'institutionnalisation des sciences
sociales en Grande Bretagne***

Arnaud PAGE

Université de Savoie

Dans tous les pays occidentaux à la fin du XIX^e siècle, le changement des structures économiques, sociales et politiques (industrialisation, urbanisation, creusement des inégalités sociales, démocratisation) donne lieu à une redéfinition profonde du rôle du savoir. Qu'il s'agisse du développement de la formation technique, de la création de nouvelles professions, de la mise en place de solutions à la question sociale, de la réorganisation de la vie politique ou de l'évolution du rôle des élites, tout concourt à la mise en place d'importantes restructurations dans la configuration et l'utilisation des savoirs. Le XIX^e siècle voit notamment l'apparition et le développement important d'un nouveau type de discours sur la société luttant pour acquérir une légitimité, une autonomie et une place au sein de l'université : les sciences sociales. Quelle que soit la manière dont celles-ci se forment, elles portent toutes en elles une volonté de décrypter la société de manière rationnelle et l'idée que leur savoir peut apporter une certaine crédibilité et légitimité à l'exercice du pouvoir. Il semble ainsi tout à fait pertinent d'étudier leur structuration en lien avec le concept d'autorité. Afin de définir celui-ci, rappelons rapidement que la notion d'*auctoritas* se réfère à la place du Sénat dans la Constitution de la République Romaine, qu'elle est liée par sa racine à la notion d'augmenter, et qu'ainsi :

L'*auctoritas* exprime à son tour l'idée d'augmenter l'efficacité d'un acte juridique ou d'un droit. [...] De même le Sénat grâce à son incomparable prestige, a la vertu d'augmenter la portée de tout acte pour lequel il a donné son accord (son *auctoritas*) : qu'il s'agisse de donner un avis favorable à un projet de loi, à une liste de candidats, à une levée militaire, à l'établissement d'un impôt. Aucune de ces décisions ne sera prise directement

par le Sénat (il n'en a pas le pouvoir). Mais tous ces projets, enrichis de l'*auctoritas* du Sénat, sont assurés du succès.¹

On voit bien en quoi dans les sociétés modernes, ce rôle de conseil légitimant sans réel pouvoir peut être tenu par la science sociale. Ceci semble tout particulièrement vrai pour la fin du XIX^e siècle, où les anciennes élites, supposées garantes d'un ordre rationnel, voient leur pouvoir politique décliner au profit des masses, dont on craint qu'elles soient gouvernées avant tout par des pulsions irrationnelles. Cette démocratisation de la société, associée à l'accroissement des tâches d'un appareil politique confronté à une société moderne de plus en plus complexe, appellent en cette fin de siècle au développement du rôle de la science et de l'expert, en tant que sièges possibles d'une nouvelle rationalité politique, voire d'une autorité respectée et obéie. L'institutionnalisation des sciences sociales n'en revêt pas pour autant un caractère uniforme, c'est pourquoi il paraît intéressant de se pencher sur une institution particulière afin d'étudier comment ces phénomènes se traduisent concrètement. Nous nous proposons donc d'étudier au niveau de la *London School of Economics and Political Science*, cette articulation entre savoir, pouvoir et autorité. On verra ainsi que l'exemple de la LSE représente une tentative particulière de création d'une nouvelle autorité grâce à la fusion du pouvoir politique dans une science globale et souveraine. Nous verrons également comment le processus de professionnalisation des sciences, fondé sur la segmentation des discours, met au contraire en lumière la faillite de ce type de projet scientifique, ce qui nous permettra en dernier lieu de conclure sur le caractère fictif d'une notion d'autorité qui serait absolument distincte de celle de pouvoir.

Webb et l'autorité scientifique

La *London School of Economics* est créée en 1895 par Sidney Webb, leader de la *Fabian Society*, et représentant principal de la branche dite « intellectuelle » du socialisme britannique. La création de l'Ecole fait suite à un don d'un obscur membre de la *Fabian Society* qui précise dans son testament qu'il souhaite que sa fortune soit consacrée à « la propagande et aux autres objectifs de la dite

¹ Michel HUMBERT, *Institutions Politiques et Sociales de l'Antiquité*, Paris : Dalloz, 1999, pp. 314-315.

société et de son socialisme »². Mais, d'emblée, Webb manifeste très clairement la volonté de créer une école indépendante, plutôt que de financer les activités traditionnelles de la société, et insiste sur le caractère non-partisan qu'il souhaite pour cette nouvelle institution. Cette insistance se traduit notamment par le recrutement comme directeur de l'Ecole de William Hewins, jeune économiste d'Oxford qui deviendra par la suite un des plus proches collaborateurs de Joseph Chamberlain et député Conservateur. Il n'est pas possible ici de retracer tout le cheminement intellectuel des Webb, mais il est utile de préciser que la fin du XIX^e siècle les voit se détacher des solutions partisans pour privilégier le savoir et la science. La fondation de l'école découle ainsi d'une volonté de placer la science sociale au service de la gestion des questions politiques, économiques et sociales, devenues de plus en plus complexes. A la manière des institutions formant des médecins ou des ingénieurs, la LSE doit former des experts capables de guider l'action politique grâce à leurs connaissances scientifiques de la société, en l'absence de tout parti-pris idéologique : "Social reconstructions require as much specialized training and sustained study as the building of bridges and railways, [...] or technical improvement in machinery and mechanical processes"³; "We wish to introduce into politics the professional expert, to extend the sphere of government by adding to its enormous advantages of wholesale and compulsory management, the advantage of the most skilled entrepreneur."⁴

Si cette orientation scientifique vaut à Webb de nombreux reproches de la part de ses camarades socialistes – tout particulièrement de la part de George Bernard Shaw – on aurait tort de voir dans cet engouement pour la science sociale un fléchissement des convictions socialistes de Sidney Webb. Bien au contraire, il semble que Webb était à ce point convaincu de l'inéluctabilité de l'avènement

² " [...] to the propaganda and other purposes of the said Society and its Socialism, and towards advancing its objects in any way they deem advisable." (Testament de H. H. Hutchinson, *Hutchinson Papers*, Londres: British Library of Political and Economic Science).

³ B. & S. WEBB, *The Prevention of Destitution*, 1911, p. 331, in G. R. SEARLE, *The Quest for National Efficiency: A Study in British Politics and Political Thought, 1899-1914*, Londres: The Ashfield Press, 1990 (1971), p. 85.

⁴ Journal de Beatrice WEBB, 28 décembre 1894, in N. & J. MACKENZIE (eds.), *The Diary of Beatrice Webb: Volume Two, 1892-1905*, Cambridge (U.S.A.): Harvard University Press, 1983, p. 63.

d'un Etat collectiviste qu'il lui semblait nécessaire de concevoir les moyens scientifiques d'organiser le plus efficacement possible cet Etat dont les pouvoirs étaient inexorablement amenés à se développer. D'autre part, la teneur même de son projet politique, fondé non pas sur une révolte violente des classes ouvrières mais au contraire sur l'évolution progressive de l'organisation politique vers un interventionnisme accru et sur le développement du rôle des experts, implique que collectivisme et science sociale ne sont chez Webb que les deux faces d'une même pièce. On peut ainsi parler chez Webb à cette époque d'une fusion entre un projet politique et un projet scientifique. Il s'agit en somme pour lui d'abandonner les dogmes politiques, l'individualisme méthodologique de l'économie politique classique, tout comme les vaines spéculations abstraites de la philosophie afin de fonder scientifiquement un ordre nouveau et juste. L'histoire du XIX^e siècle semblant indiquer l'inexorabilité de l'avènement d'un Etat plus interventionniste, il s'agit donc pour Webb de fonder un nouveau type de sciences sociales pour assurer à ce pouvoir en expansion les moyens intellectuels d'une efficacité renforcée et d'une nouvelle légitimité. Il est ainsi tout à fait intéressant de constater que la fondation d'une école indépendante de sciences sociales à Londres est le fait d'un réformateur social, dont les objectifs sont avant tout politiques, plutôt que purement scientifiques. On remarque ainsi que, dans le projet de Webb, la distinction commune entre descriptif et normatif n'a absolument pas lieu d'être. La science sociale globale doit, dans le même mouvement, analyser les différents types d'organisation de la société, et préconiser celui qui doit être mis en place : "We must remember that there is indubitably at any moment one arrangement of men and things and social relations which involves the minimum of misery then possible. To discover that arrangement for our own time is the problem of [...] sociology."⁵

La deuxième caractéristique majeure de ce projet est qu'il est fondé sur une vision globale et non différenciée du champ scientifique. Chez Webb, les distinctions, en termes de méthodes ou d'objets, entre économie, sociologie et science politique sont minorées. On remarque par exemple que la citation précédente est tirée d'un cours sur la science économique, au cours duquel il glisse de l'économie à la sociologie sans distinguer les disciplines. Il utilise indifféremment

⁵ Sidney WEBB, "Lecture on Economics", 1900?, *Passfield Papers*, Londres: *British Library of Political and Economic Science*.

l'un ou l'autre des termes, ce qui s'explique une fois encore par sa conception d'une science totale, capable d'embrasser tous les aspects de la vie sociale. L'avènement de l'expert en politique est un phénomène généralisé au XIX^e siècle, dans les domaines économiques, sociaux, mais aussi scientifiques, techniques et médicaux. La spécificité du projet de Webb pour la LSE se situe dans le rapport particulier qu'il tente d'instaurer entre savoir et pouvoir, en établissant une fusion entre les deux afin de promouvoir l'avènement d'une science totale capable, dans un même mouvement, de décrire la société et de décider des orientations que celle-ci doit suivre. Il s'agit donc bien pour Webb d'instaurer un nouveau mode de gouvernance fondé sur la rationalité scientifique en tant que siège de l'autorité, au sens de « supériorité de mérite ou de séduction qui impose l'obéissance sans contrainte, le respect, la confiance »⁶.

Deux exemples : l'économie historique et la sociologie

Après cette courte analyse du projet de Webb, il nous faut maintenant nous tourner vers la mise en œuvre de ce projet durant les premières années d'existence de la *London School of Economics*. Nous nous consacrerons ici à l'étude des deux sciences sociales dominantes l'économie et la sociologie, et leur institutionnalisation à la LSE de 1895 à 1914. Nous verrons ainsi que les personnes qui développent ces sciences sociales à la LSE, si leurs allégeances politiques sont diverses et qu'elles situent leur entreprise au sein d'une discipline particulière, sont toutes intéressées, comme Webb, avant tout par des questions morales et politiques, l'objectif étant là encore de fonder une science totale, fondement d'une nouvelle autorité.

Après de vives critiques dans les années 1870, l'économie politique opère une mutation à partir des années 1880, mutation symbolisée par la perte de l'adjectif et une nouvelle dénomination (*political economy* devenant *economics*). Cette mutation correspond à l'institutionnalisation de la science économique, qui acquiert progressivement les caractéristiques d'une profession et la respectabilité d'une science. Néanmoins si, dans les années 1880, la plupart des économistes s'accordent sur la nécessaire professionnalisation de leur discipline, la

⁶ *Grand Robert de la Langue Française*, Paris : Dictionnaires le Robert, 2001, p. 1048.

nature de celle-ci fait bien entendu l'objet de vifs débats, et l'on peut rapidement discerner deux écoles : l'école marginaliste ou néoclassique de Cambridge menée par Alfred Marshall, et une école dite « historique » basée, dans les années 1880, à Oxford. Les choix opérés par la première s'appuient sur l'idée que la légitimité de l'économie ne peut passer que par une plus grande formalisation scientifique, par un développement du travail analytique, voire mathématique, et un détachement de l'économiste professionnel vis-à-vis des controverses publiques. La deuxième approche est caractérisée au contraire par un parti pris historiciste (afin de relativiser les conclusions théoriques de l'économie politique classique et d'asseoir le caractère concret de la science économique) et une volonté de placer la science économique au service des problèmes pratiques, notamment en vue d'une résolution de la question sociale. Ce deuxième groupe est basé dans les années 1880 à Oxford, mais les opportunités professionnelles y sont très minces et il faudra attendre la création de la LSE pour qu'il bénéficie d'une base institutionnelle plus solide. La LSE permet à un certain nombre d'économistes dissidents de se regrouper, de se professionnaliser, et ainsi d'offrir une alternative à l'école de Cambridge. Si tous les économistes de la LSE (Ashley, Foxwell, Hewins, Cannan) ont leur spécificité, ils se réunissent autour d'un certain rejet de la toute puissance d'une science analytique et abstraite. D'une manière générale, l'approche favorisée à la LSE est caractérisée par la priorité accordée à la pratique, ce qui passe par une approche plus historique et empirique (et ainsi une faible formalisation théorique), une attention particulière aux questions sociales et, enfin, un développement important de l'offre de formation pour les employés du commerce, autre conséquence de la volonté de développer une science pratique.

Si le caractère dissident des économistes de la LSE permet une certaine cristallisation en surface des préoccupations des différents économistes y enseignant, il ne favorise pas pour autant la formation d'un paradigme commun et cohérent. La science économique à la LSE ne propose pas de régularité discursive, principalement parce qu'elle ne fait pas la démarche de définir clairement son projet, celui-ci étant justement fondé sur un refus de la distinction entre science économique et science historique, entre théorie et pratique, entre science et éthique, entre discours scientifique et discours profane. La science économique telle qu'elle tente de s'institutionnaliser à la LSE représente ainsi une réactivation du projet de Webb, une science

globale proposant dans un même temps d'analyser la société et d'en diriger l'évolution de manière rationnelle. Mais c'est justement cette volonté de création d'une autorité transcendante qui est à l'origine de sa faible institutionnalisation.

La sociologie commence à s'institutionnaliser en Angleterre au tout début du XX^e siècle, processus dans lequel la LSE a une place tout à fait capitale, puisque c'est là qu'est créée la première – et pendant plusieurs décennies, l'unique – chaire de sociologie en 1907. Celle-ci est attribuée à Leonard Hobhouse qui entreprend de développer une science qui serait une sorte de contrepoint à Herbert Spencer, puisqu'il tente d'établir une sociologie centrée sur l'idée d'évolution, mais également sur des idées politiques que l'on peut rapidement qualifier de collectivistes. C'est dans *Mind in Evolution*, publié en 1901, que s'ébauche ce qui formera le cœur de la pensée sociologique de Hobhouse, à savoir une théorie fondée sur l'idée d'évolution, ou plus précisément ce qu'il appelle « l'évolution orthogénique », fondée sur la dimension de progrès. D'autre part, l'évolution est avant tout considérée comme celle de l'esprit humain, dans lequel l'instinct est progressivement remplacé par une intelligence réflexive, ce qu'il appelle “*self-conscious intelligence*”. Ajoutons enfin l'idée que la sociologie représente la systématisation, au niveau collectif, de ce développement d'une “*self conscious intelligence*”. Ce que cette intelligence réflexive est à l'individu, la sociologie doit l'être à l'humanité⁷.

On note ici également le caractère global de la science que tente de développer Hobhouse, qui propose de fonder une science située, comme chez Comte, au sommet de la pyramide des savoirs, et qui doit permettre dans un même temps de proposer une histoire de l'humanité, une analyse théorique des différentes sociétés, et de guider l'évolution à venir grâce à des principes éthiques et moraux : “[The sociologist] treats [the human species] as something that has evolved and is evolving, and he seeks to discover what further developments it holds in germs”⁸ ; “We must have a philosophically thought-out standard of value as a test by which we can appraise the different

⁷ Stefan COLLINI, *Liberalism and Sociology: L.T. Hobhouse and Political Argument in England, 1880-1914* (1979), Cambridge: Cambridge University Press, 1983, p. 218.

⁸ L. T. HOBHOUSE, *Mind in Evolution*, Londres: Macmillan, 1901, p. 351.

stages of evolution. In that sense, then [...] ethics is necessary to sociology.”⁹

Stefan Collini a ainsi bien montré que chez Hobhouse, la sociologie est avant tout un moyen de proposer une vision politique et morale, en la revêtant d'une rhétorique scientifique. D'une manière générale, chez Hobhouse, la sociologie se définit en négatif, en creux, face à la biologie en tant que science de la société. Si la sociologie de Hobhouse est à ce point centrée sur l'idée d'évolution, c'est qu'elle est avant tout motivée par une volonté de s'opposer au darwinisme social, et de contrer les effets selon lui néfastes d'un traitement purement biologique, et selon lui « pseudo scientifique », des questions sociales et éthiques.

The pseudo-scientific treatment of the questions affecting the bases of social ethics was never more popular than at present, and to it was largely due the deterioration of moral form in the discussion of public affairs, which was admitted and deplored by nearly all thinking men. In endeavouring to reconstitute sociology in its true position, the Society would, therefore, be doing something to meet a great practical need.¹⁰

Hobhouse tente en fait de réconcilier le concept d'évolution avec sa vision organique de la société et avec des impératifs éthiques et politiques, en faveur d'un collectivisme modéré. Il ne s'agit pas ici de se prononcer sur la qualité des travaux de Hobhouse, mais simplement de constater qu'il est difficile de parler à propos de sa sociologie d'une discipline scientifique, collective et professionnalisée. Hobhouse reste avant tout un philosophe et un penseur politique, et sa conception du progrès, et de fait sa sociologie, doivent être perçues comme des tentatives d'instauration sinon d'une nouvelle religion, à tout le moins d'une nouvelle éthique collective, fondée sur le progrès de la raison. Ainsi, la sociologie de Hobhouse représente une volonté de fondation d'une nouvelle éthique, d'une nouvelle autorité, mais n'est fondée ni sur un objet, ni sur une méthode spécifique, et Hobhouse lui-même ne cherche guère à démarquer son discours scientifique des discours politiques et philosophiques.

⁹ *Sociological Papers*, II, p. 188, in Stefan COLLINI, *op. cit.*, p. 200.

¹⁰ *Sociological Papers*, I, pp. 27-28 in Stefan COLLINI, *op. cit.*, p. 200.

On opposera enfin l'absence de création de véritables écoles économique ou sociologique à cette époque à la LSE avec l'institutionnalisation d'autres disciplines, à la LSE ou ailleurs. Ainsi, à Cambridge, malgré des difficultés et une très longue mise en place, Marshall réussit à créer une école autour de sa conception de l'économie. A la LSE, on constate également la mise en place de disciplines plus structurées, par exemple dans le département de *Social Science and Administration*, destiné à former des travailleurs sociaux, ou plus tard en anthropologie par exemple. Si la création de ces départements intervient plus tard que les deux disciplines qui nous intéressent ici, on remarque surtout que ces projets scientifiques font l'objet d'une meilleure délimitation de leurs frontières, principal atout dans la bataille pour la professionnalisation, ce qui nous amène à la question plus générale de l'institutionnalisation des sciences sociales au tournant du XX^e siècle.

Eléments de théorie sur l'institutionnalisation des sciences sociales

Nous nous appuyons ici principalement sur les travaux de Peter Wagner, dont les théories sur l'institutionnalisation des sciences sociales permettent d'éclairer notre propos sur la *London School of Economics*. Wagner distingue trois modes d'institutionnalisation des sciences sociales à la fin du XIX^e siècle en Europe et aux Etats-Unis. Il ne s'agit ici en aucun cas de dire qu'il existe un modèle par excellence de construction d'un discours scientifique, et que tout chemin déviant représente un échec. Néanmoins, au niveau de ce qui nous intéresse aujourd'hui, il est clair que les tendances profondes liées à l'institutionnalisation des sciences ne s'accordent guère avec la fondation d'une création d'une science sociale globale et souveraine – une nouvelle autorité.

Le premier mode d'institutionnalisation des sciences sociales que Wagner distingue est celui des disciplines opérant une « spécialisation pragmatique ». Elles ont pour caractéristiques d'être avant tout empiriques, faiblement formalisées, et orientées vers la résolution des problèmes sociaux. C'est dans ce cadre que s'inscrit, à la LSE, le département de *Social Science and Administration*. Le deuxième mode d'institutionnalisation identifié par Wagner est celui des « discours disciplinaires formalisés », dont l'économie néoclassique

est l'exemple prototypique évident. Ce type de discours, auquel on peut également ajouter la science juridique de l'Etat, procède à une délimitation très stricte de ses frontières, afin de surmonter les problèmes des jugements de valeur et de l'éthique. Il s'agit en somme d'asserter très clairement la spécificité du discours scientifique grâce à une division de la société en plusieurs domaines imperméables, et à une formalisation théorique poussée qui donne lieu à une apparente neutralité axiologique.

Both neoclassical economics and legal positivism resort to a kind of ontological purification of earlier discourses by excluding extra-economic or extra-legal arguments. [...] A well-defined science – in the literal sense of boundary setting – emerged which acquired scientific, and increasingly also political, legitimacy by way of reference to its “pure” methods and its “vigour”.¹¹

Le troisième et dernier mode, qui nous intéresse ici particulièrement, est désigné par Wagner sous le nom de “*comprehensive social science*”. Celui-ci consiste en un rejet des tendances institutionnelles vers la spécialisation professionnelle et la segmentation des disciplines. Ce mode d'institutionnalisation représente une tentative de formation d'un discours scientifique total, et existe lui-même sous deux formes principales. Il peut d'une part prendre la forme d'une réaction critique contre le discours de plus en plus cohérent de l'économie classique, puis néoclassique, réaction critique qui porte avant tout sur l'excès de formalisation théorique de la science économique et sur la délimitation excessive de son champ d'investigation. Cette démarche est ainsi portée par les partisans d'une économie historique, en Allemagne, en Italie, mais aussi en Angleterre, comme on l'a vu. Le deuxième type de tentative d'instauration d'une “*comprehensive social science*”, lui aussi fondé sur le rejet de la tendance de l'économie néoclassique à morceler le réel en domaines d'étude étanches, est une forme de continuité avec les philosophies sociales et politiques, et tente de fournir, sur la base

¹¹ P. WAGNER & B. WITTROCK, “States, Institutions, and Discourses: A Comparative Perspective on the Structuration of the Social Sciences”, pp. 331-358, in P. WAGNER, B. WITTROCK, R. WHITLEY (eds.), *Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 1991, p. 347.

d'une étude scientifique de la société, la base d'une nouvelle éthique collective. On reconnaîtra ici clairement le projet de Hobhouse.

Il ne s'agit ici pas de suggérer que le choix d'une "*comprehensive social science*" mène nécessairement à l'échec de l'institutionnalisation. Il est clair que les réalisations concrètes ont connu des fortunes diverses, quantité d'autres facteurs entrant en jeu (présence d'un leader, configuration du reste du champ scientifique, opportunités professionnelles, structuration de l'Etat nation, etc.). Néanmoins, à chaque mode d'institutionnalisation correspond un problème particulier, et les différentes formes de "*comprehensive social science*" doivent faire face à ce que Wagner nomme le dilemme « scientifico-institutionnel ». Ainsi, d'un côté, ce type de projet scientifique s'appuie sur la relative autonomie des institutions d'enseignement supérieur pour développer un discours sur la société qui ne soit pas subordonné aux demandes politiques. Néanmoins, en tant que discours global, il doit également refuser l'excès de formalisation scientifique s'il souhaite conserver un poids sur l'évolution de la société. A long terme, ce type de projet scientifique souffre de son absence de formalisation, et son incapacité à proposer une standardisation des pré-requis et un corps unifié de méthodes et de théorèmes est un obstacle à l'institutionnalisation.

On constate ainsi à propos des deux disciplines qui nous intéressent ici que leur faible formalisation et leur manque d'homogénéité ne sont que les conséquences d'un phénomène plus général, à savoir l'absence de frontières et de critères précis permettant de délimiter leur entreprise et d'affirmer la spécificité de leur discours scientifique. L'absence de priorité entre théorie et pratique, sciences sociales et sciences historiques, sciences sociales et philosophie, ainsi qu'une faible délimitation du champ d'investigation, empêchent la création d'un paradigme suffisamment circonscrit : "To acquire full scientific status, a discourse had to dispose of unequivocal standards for the permissibility of statements and to demarcate boundaries to other discourses."¹²

¹² Peter WAGNER, "Science of Society Lost: On the Failure to Establish Sociology in Europe during the 'Classical' Period", pp.219-246 in P. WAGNER, B. WITTRICK, R. WHITLEY (eds.), *Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 1991, pp. 236-237.

Citons ici Michel Foucault qui parle de la volonté de vérité comme d'un « jeu négatif d'une découpe et d'une raréfaction du discours », et qui évoque à propos de la formation des disciplines scientifiques un « principe de contrôle de la production du discours »¹³. Ainsi, avant de devenir autorité capable d'informer le pouvoir en lui assurant une certaine légitimité, il s'agit pour tout discours scientifique de devenir lui-même légitime, ce qui passe notamment par la mise en place de critères définissant les discours, non pas vrais et faux, mais scientifiques et ascientifiques, et l'érection de frontières clairement définies et imperméables aux intrusions des autres discours sur la société.

La création de la LSE s'inscrit donc dans le cadre plus général de l'institutionnalisation des sciences sociales au début du XX^e siècle. On note toutefois la spécificité de cette entreprise qui se manifeste par la volonté de placer le politique sous la tutelle d'une nouvelle science globale et impériale, une nouvelle autorité. Mais nous avons tenté de montrer que les tendances institutionnelles vont à l'encontre d'un tel discours globalisant, puisqu'il s'agit pour une discipline scientifique avant tout d'asserter sa spécificité en excluant et en se démarquant d'autres types de discours. La complexité de la structuration interne de ce champ scientifique comme des rapports que celui-ci tisse avec le pouvoir invite à parler, plutôt que d'une crise du savoir, d'une segmentation de celui-ci, d'une division du travail intellectuel. Cette segmentation, cette complexification et la nécessité pour les discours scientifiques de devenir eux-mêmes légitimes, avant d'être légitimant, semblent démontrer le caractère fictif de cette notion d'autorité, si elle est entendue comme strictement opposée au pouvoir et reposant sur l'existence d'une rationalité scientifique ou d'un savoir transcendants.

Bibliographie

ABRAMS, Philip. *The Origins of British Sociology: 1834-1914*.
Chicago: The University of Chicago Press, 1968, 304 p.

¹³ Michel FOUCAULT, *L'Ordre du Discours*, Paris : Gallimard, pp. 37-38.

- COATS, A. W.. "Sociological Aspects of British Economic Thought (ca. 1880-1930)", *Journal of Political Economy*, vol. 75, n° 5, octobre 1967, pp. 706-29.
- COLLINI, Stefan. *Liberalism and Sociology: L.T. Hobhouse and Political Argument in England, 1880-1914*. Cambridge: Cambridge University Press, 1983 (1979), 281 p.
- DAHRENDORF, Ralf. *LSE: A History of the London School of Economics, 1895-1995*. Oxford: Oxford University Press, 1995, 584 p.
- FOUCAULT, Michel. *L'Ordre du Discours*. Paris : Gallimard, 1971, 81 p.
- HOBHOUSE, L. T.. *Mind in Evolution*. Londres: Macmillan, 1901, 415 p.
- HUMBERT, Michel. *Institutions Politiques et Sociales de l'Antiquité*. Paris : Dalloz, 1999, 529 p.
- KADISH, Alon. *The Oxford Economists in the Nineteenth Century*. Oxford: Clarendon Press, 1982. 312 p.
- KOOT, Gerard M.. *English Historical Economics, 1870-1926: The Rise of Economic History and Neomercantilism*. Cambridge: Cambridge University Press, 1987, 276 p.
- MACKENZIE, Norman & Jeanne (eds.). *The Diary of Beatrice Webb: Volume Two, 1892-1905*. Cambridge (U.S.A.): Harvard University Press, 1983.
- MALONEY, John. *Marshall, Orthodoxy and the Professionalisation of Economics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1985, 278 p.
- SEARLE, G. R.. *The Quest for National Efficiency: A Study in British Politics and Political Thought, 1899-1914*. Londres: The Ashfield Press, 1990 (1971), 286 p.
- WAGNER, P., WITTROCK, B.. "States, Institutions, and Discourses: A Comparative Perspective on the Structuration of the Social Sciences", pp. 331-358 in P. WAGNER, B. WITTROCK, R.

WHITLEY (eds.), *Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 1991.

WAGNER, Peter. "Science of Society Lost: On the Failure to Establish Sociology in Europe during the 'Classical' Period", pp. 219-246 in P. WAGNER, B. WITTROCK, R. WHITLEY (eds.), *Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 1991.

WAGNER, P., WITTROCK, B.. "Analysing Social Science: On the Possibility of a Sociology of the Social Sciences", pp. 3-22 in P. WAGNER, B. WITTROCK, R. WHITLEY (eds.), *Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines*, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 1991.

